

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, le gouvernement s'est engagé à veiller à ce que le régime de soins de santé du Canada reste le meilleur au monde. Pour connaître les mesures qui seront prises ultérieurement, le député devra attendre que le gouvernement fasse des déclarations à ce sujet, si déclaration il y a.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Après la signature de l'accord commercial, celui-ci nous a affirmé que son gouvernement lancerait un programme massif d'adaptation à l'intention des travailleurs qui auraient perdu leur emploi par suite de cet accord. En décembre dernier, le premier ministre a déclaré que le gouvernement fédéral verrait à mettre en place «les meilleurs programmes jamais vus» pour protéger les travailleurs et les collectivités qui seraient défavorisés par cet accord commercial.

Deux événements importants sont survenus depuis, à savoir la publication du Rapport de Grandpré qui ne fait état d'aucun nouveau programme massif d'adaptation du genre de celui dont parlait le premier ministre, et la présentation hier du discours du Trône dans lequel on s'en prend, le croiriez-vous, au programme canadien d'assurance-chômage, le seul qui aurait pu être utile aux travailleurs qui risquent de perdre leur emploi.

Comment expliquer cette totale contradiction entre le programme promis par le premier ministre et ce que se propose de faire le gouvernement?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, d'abord, je crois important que le député lise ce qui est dit dans le discours du Trône au sujet de l'assurance-chômage. Je tiens à lui assurer qu'il n'y est absolument pas question de s'en prendre à l'assurance-chômage. Les personnes qui ont besoin de ces prestations vont continuer de les toucher.

Tout ce qui est dit dans le discours, c'est que mon gouvernement va proposer des modifications au programme d'assurance-chômage afin de le rendre plus efficace et plus équitable.

M. Broadbent: Monsieur le Président, la ministre confirme la chose. Nous, néo-démocrates, croyons que les personnes qui ont droit à l'assurance-chômage sont toutes celles qui en ont besoin maintenant et qui en auront besoin à l'avenir. Voilà ce que nous disons.

[Français]

ON DEMANDE QUE LES PRESTATIONS NE SOIENT PAS RÉDUITES

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre.

Voudrait-elle garantir qu'il n'y aura pas dans l'avenir de réduction des prestations d'assurance-chômage?

[Traduction]

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, permettez-moi d'assurer au député ce que nous visons trois objectifs. Premièrement, les Canadiens qui perdent leur emploi continueront à recevoir l'appui financier dont ils ont besoin, quelle que soit la raison pour laquelle ils ont perdu leur emploi, comme dans le passé. Deuxièmement, les chômeurs veulent du travail et nous, nous voulons faire en sorte que leurs compétences soient mieux adaptées aux emplois qui s'offrent à eux et nous assurer qu'ils profitent de ces possibilités. Troisièmement, comme l'a dit lui-même le député, c'est la formation qui nous permettra de réaliser ces trois objectifs énoncés dans le discours et telle est la politique que nous suivrons.

M. Broadbent: Encore une fois, les députés, et plus particulièrement les simples citoyens qui pourraient en subir les conséquences dans l'avenir, remarqueront que le ministre n'a pas garanti qu'il n'y aura pas de réductions des prestations d'assurance-chômage actuellement versées à des groupes de Canadiens. Nous connaissons le programme. Il incombe au gouvernement de dire franchement à la population canadienne ce qu'il entend faire véritablement.

* * *

LES PÊCHES

L'ACCORD ENTRE LE CANADA ET LA FRANCE—LES RÉPERCUSSIONS SUR LES PÊCHEURS TERRE-NEUVIENS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je voudrais poser ma dernière question supplémentaire au premier ministre, mais comme il ne répond pas, je suppose que le ministre qui s'occupe de Terre-Neuve le fera.

Le gouvernement a cédé aux Français le droit de surpêche au large de la côte sud de Terre-Neuve. On estime que l'entente qu'il a signée coûtera quelque 800